



ENGAGÉ-ES  
AU QUOTIDIEN

## Déclaration FSU au CDEN 62 du 6 septembre 2021

Cette dernière rentrée du quinquennat se place sous le signe des variants sauf en ce qui concerne les choix politiques et les stratégies ministérielles en matière éducative qui, eux, n'ont pas muté, même légèrement. Sauf à les qualifier de "variant régressif".

-Ce qui ne varie pas en effet, c'est la politique d'austérité "assumée" en période de pandémie et l'accroissement des inégalités qui n'ont cessé de se creuser depuis 4 ans, a fortiori depuis le début de la crise sanitaire.

Aucune création de poste de personnel de santé, d'assistant.e social.e, de PsyEN, d'agents administratifs, de CPE... , 194 ETP supprimés dans les collèges et lycées de l'académie en cette rentrée. Les heures supplémentaires allouées ne permettront pas de faire face aux difficultés accumulées par les élèves, en particulier depuis 18 mois, car les effectifs sont chargés, même en Education Prioritaire. Le dispositif Devoirs faits sert avant tout d'écran de fumée : si quelques élèves ici ou là peuvent en tirer quelque bénéfice, rien ne remplace des effectifs allégés, du travail en petits groupes... qui seuls permettent de faire progresser tous les élèves. Les Vie Scolaire quant à elle vont connaître une année bien difficile puisqu'en outre les recrutements spécifiques d'AED "covid" ne sont pas reconduits.

Enfin, sous couvert de prise en compte du rural ou des écoles orphelines, l'expérimentation de la contractualisation est porteuse d'une remise en cause fondamentale de l'Éducation prioritaire, d'abord, parce que les critères sociaux sont noyés parmi d'autres, ensuite parce que les CLA, outre qu'ils ne débouchent que sur un saupoudrage de maigres moyens, répondent à un choix idéologique à l'opposé des valeurs du service public.

Dans le 1er degré, la circulaire de rentrée n'a manifestement pas d'autre but que celui de faire la publicité de notre ministre. Les 30 minutes de sport quotidiennes, le ¼ d'heure de lecture quotidien... , autant d'opérations de communication qui ne font que desservir les enseignant·es, laissant croire que nous ne lisons pas dans les classes et que nous empêchons nos élèves de bouger. Mais concernant la maternelle, la note de rentrée est bien vide. Ce qui n'augure rien de bon quant à l'intérêt que le ministère y porte. Les récentes annonces du président de la République à Marseille sur la direction d'école sont également très inquiétantes. La FSU s'y oppose clairement. Demander à une cinquantaine de directrices et directeurs d'écoles des quartiers populaires de Marseille de recruter eux-mêmes les enseignants qui exerceront dans leur école pour masquer la crise de recrutements est un non sens complet. Ce n'est pas en cassant le service public d'éducation, en recrutant des contractuels à bas coûts, en créant un statut spécifique aux directrices et directeurs d'écoles qu'on résoudra la crise des vocations. Rappelons d'ailleurs que d'après l'enquête ministérielle de 2019 réalisée auprès de l'ensemble des directrices et directeurs d'écoles de France, 89% de nos collègues se sont clairement exprimés contre le statut du directeur d'école. Ce n'est pas d'un nouvel échelon hiérarchique dont les écoles ont besoin. Mais de davantage d'enseignants mieux formés et mieux rémunérés, de davantage de moyens, de davantage de matériel scolaire, de davantage de confiance et de bienveillance envers les personnels.

-Ce qui ne varie pas, c'est un protocole sanitaire toujours insuffisant alors même que les taux de

contamination chez les élèves de 3 à 17 ans sont en cette rentrée dans le Pas-de-Calais et selon les catégories d'âges entre 13 et 70 fois supérieurs à ceux de la rentrée 2020. Alors même que la vaccination des moins de 12 ans n'est pas possible. Nous déplorons que les niveaux de protocole ne soient pas corrélés à des critères objectifs, ce qui assurerait une égalité de traitement des élèves et des personnels, ce qui contribuerait aussi à établir un lien de confiance avec les personnels et les familles. Nous demandons un engagement de l'Etat dans le financement des capteurs de CO2 pour l'ensemble des écoles et des établissements. A fortiori en maternelle où les élèves ne portent pas de masque. Le renvoi encore une fois aux collectivités est une façon pour le Ministre de se défausser, nombre de petites communes n'ayant pas les moyens de l'achat de capteurs de CO2. Nous saluons l'effort du Département dans l'achat d'un capteur de CO2 par collège : c'est un premier pas qui pour la FSU devra être suivi d'une démarche volontariste des établissements, la question de l'aération étant extrêmement variable selon les collèges. Nous attirons votre attention également sur la poursuite de la sédentarisation dans plusieurs collèges du département: elle n'a aucunement fait la preuve d'une efficacité sanitaire quelconque, mais nuit fortement aux conditions de travail et d'apprentissage.

Enfin, en ce qui concerne l'EPS, nous demandons que les gymnases ne soient pas utilisés pour la campagne de vaccination et que les enseignant.e.s soient les seul.e.s à programmer ou déprogrammer des activités sportives. Nous réclamons enfin un ambitieux plan de rattrapage "natation".

-Ce qui ne varie pas non plus, c'est le mépris dont les personnels sont l'objet : une communication ministérielle qui s'adresse aux journalistes et qui les ignore, une négation de leur expertise professionnelle, un Grenelle qui accouche de miettes alors même que la crise du recrutement n'en finit pas de s'aggraver. Il vaut mieux pour un jeune aujourd'hui entrer dans la police que dans l'Education Nationale : les perspectives salariales y sont bien différentes...

Quant aux AESH, les mobilisations importantes des deux dernières années ont permis quelques avancées. Mais pour la FSU, c'est nettement insuffisant. Jean-Michel Blanquer et Sophie Cluzel se targuent dans les médias d'une revalorisation salariale "historique" de ces personnels qui passe par une refonte des grilles salariales depuis le 1er septembre. Mais si l'on y regarde de plus près, cela correspond à peine à une augmentation de 233€ sur une carrière de 33 ans, soit environ 7€ par an. Quand on sait que le salaire moyen des AESH est de 800 euros par mois, cela se passe de commentaires... Sans réelle augmentation des salaires des AESH, sans abandon des PIAL, sans création d'un véritable statut de la Fonction Publique, les élèves en situation de handicap continueront à faire les frais d'une gestion managériale bien loin souvent de leur intérêt.

-ce qui ne varie pas non plus, c'est la frénésie de réformes régressives: après la réforme du lycée, de l'orientation, celle du bac a montré en juin dernier bien plus que ses limites, une véritable catastrophe, un véritable mépris pour les personnels, les élèves et leur travail. La réforme de la formation des enseignants qui se met en place cette année touche, elle, à la professionnalité, aux conditions d'entrée dans le métier car elle est pilotée par l'austérité (tout est bon pour supprimer des moyens) et une conception conservatrice pour ne pas dire archaïque du métier. En collège, la réforme du collège engagée sous la mandature précédente se poursuit en cette rentrée avec la mise en place d'une nouvelle option non financée "français culture antique" en 6ème, mettant une nouvelle fois en concurrence les disciplines au nom de l'"autonomie". Autonomie au nom de laquelle il faudrait désormais s'"autoévaluer", c'est à dire s'engager par contrat à rendre des comptes sur nos pratiques pédagogiques comme si nous n'étions pas des professionnel.le.s qualifié.e.s; s'engager à atteindre des objectifs pour être performants... et donc admettre que la réussite des élèves n'est pas une question de moyens et de choix politiques, mais de la seule responsabilité des équipes.

-Ce qui ne varie pas enfin , c'est la multiplication d'amalgames et de contre-vérités de la part du Ministre: du nombre de personnels vaccinés au scandale des propos sur la prime de rentrée scolaire, indignes d'un Ministre de l'Education Nationale. Sans oublier la campagne sur la laïcité qui confond étrangement laïcité et vivre ensemble.

-Pour nous, à la FSU, nous sommes fidèles à notre engagement en faveur des personnels et des élèves .

Parce que cette rentrée 2021 traduit pour nous un bilan sombre du quinquennat, parce que nous croyons en d'autres choix éducatifs, nous appelons le 23 septembre prochain dans le cadre d'une intersyndicale élargie à la grève et aux mobilisations pour exiger un plan d'urgence dans l'Education, plus de moyens , de postes, de meilleurs salaires et une amélioration des conditions de travail et d'enseignement.